

CONTRIBUTION AU DÉBAT

Interpellation du Conseil national du Parti de Gauche

Claude DEBONS - Jacques RIGAUDIAT

Bonjour,

Depuis le congrès du Mans — où notre contribution n'avait suscité aucun débat — et notre retrait du Bureau national, nous sommes restés silencieux. Afin de ne pas nuire au parti et à son candidat, nous n'avons ni claqué la porte ni fait de déclaration publique fracassante. Pourtant, nous est resté sur l'estomac l'enterrement sans explication de « Lignes d'Horizon », alors même qu'une convention lui a été consacrée. Après deux années de débat militant et quelque deux mille amendements reçus, on pouvait espérer une meilleure prise en considération...

Nous avons depuis lors suivi avec attention la mise en œuvre de l'orientation adoptée, son expression médiatique, et, avec les cantonales, ses premiers résultats électoraux. Après tout, c'est d'abord au feu de la pratique que doit se juger une orientation.

Si nous éprouvons aujourd'hui le besoin de reprendre la plume pour alerter le parti, c'est que nous sommes très inquiets des conséquences que l'orientation retenue risque de produire et qui confirmeraient ce sur quoi nous le mettions déjà en garde lors du congrès. Nous pensons nécessaire de « changer de cap » si nous voulons relever le défi de la refondation de la gauche. La désignation de Jean Luc Mélenchon comme candidat du Front de Gauche doit en fournir l'occasion.

Nous sommes, en effet, effarés de lire semaine après semaine dans « A Gauche » une analyse fantasmagorique de la situation française, décrite comme quasi pré-révolutionnaire. Elle sert de justification à une orientation « protestataire-révolutionnariste » qui ne répond pas aux attentes populaires réelles et empêche la candidature de JLM de décoller. Ce qui est en cause, ce ne sont pas les qualités (grandes) du candidat, mais bien le positionnement politique de sa candidature.
(Nous développons plus loin ce que nous croyons être les potentialités, limites et contradictions de la situation française).

L'orientation développée sur la base de cette analyse a d'ores et déjà des conséquences négatives qui, le temps passant, seront de plus en plus difficiles à corriger, au risque, à l'arrivée, d'un score de témoignage bien éloigné de nos ambitions initiales :

1 - Elle a entretenu — et entretient encore chez certains — contre toute évidence, l'illusion qu'avec la candidature du président du Parti de Gauche, le FdG puisse espérer être en tête de la gauche à la présidentielle et qu'ainsi tous les problèmes de stratégie seraient miraculeusement résolus.

2 - C'est en fonction de ce rapport de forces illusoirement attendu, que sont tracées les relations au reste de la gauche (en premier lieu avec le PS, mais aussi par ricochet avec nos partenaires du FdG) avec une approche voisine de la théorie du NPA des deux gauches inconciliables. Cela ne peut être ressenti, par l'immense majorité des citoyen-ne-s qui ne baigne pas dans cette illusion, que comme une absence désespérante de toute perspective majoritaire de changement.

3 - Cela a conduit à privilégier des formules générales (« qu'ils s'en aillent tous ») et des postures tribuniennes censées répondre à la disponibilité révolutionnaire des citoyen-ne-s ; sauf que la réalité n'étant pas celle-là, cela aboutit à un positionnement politique qui n'est audible que par des fractions radicalisées et restreintes de l'électorat. Cela a placé, la candidature JLM aux marges de la gauche, dans une course à l'échalote avec Besancenot pour le leadership de l'extrême gauche, au lieu de la placer au cœur de la gauche, en concurrence avec le PS pour une refondation de toute la gauche.

4 - Cela a conduit à sous-estimer l'exigence majoritaire dans l'électorat de gauche de d'abord battre Sarkozy. Et, de ce fait, à ignorer la question d'une construction politique, à vocation majoritaire et sur un programme de changement, pour battre la droite et changer vraiment. En ayant souvent cogné davantage sur le PS que sur la droite, on a donné à penser que le PG était indifférent à cette question. Cette ignorance de l'exigence du « front unique » enferme notre candidature dans un espace de témoignage protestataire réduit et lui interdit d'être audible par l'ensemble de l'électorat de gauche.

5 - Cela a conduit à minorer l'importance de la bataille programmatique concrète pour convaincre pied à pied tous ceux/celles qui doutent que d'autres solutions existent et sont réalisables (ils et elles sont nombreux à avoir subi dans leur entreprise la « contrainte extérieure » et à se demander comment la combattre pour qu'une politique progressiste devienne possible) et pour proposer de rassembler à gauche sur cette base. Du coup, notre discours est globalisant et reste propagandiste. Il ne peut pas convaincre que nous avons des solutions pour le pays. Il ne peut pas permettre de se hisser au niveau de crédibilité nécessaire pour peser vraiment dans une présidentielle.

6 - Du coup le PG et son candidat ne parviennent pas à articuler les deux dimensions qui constituent le point nodal de toute stratégie sérieuse selon nous : d'une part l'exigence de « front unique » pour battre Sarkozy, d'autre part un « programme de transition » rompant avec les différentes variantes du libéralisme et illustrant les deux voies proposées à gauche. Cela interdit de mener campagne pour proposer de rassembler une nouvelle majorité autour d'un programme de transformation pour gouverner à gauche. Ceux qui ignoreraient la première exigence seront perçus comme « sectaires » ; ceux qui ignoreraient la seconde seront perçus comme « opportunistes ».

7 – L'orientation, menée depuis le congrès, a plus d'une fois suscité « l'incompréhension » de nos partenaires du FdG et alimenté une « crispation croissante » de militants communistes. Cela, au point de compliquer la désignation de JLM comme candidat commun, malgré l'avis favorable émis publiquement par la direction du PCF. Nous savons les rigidités ou les frilosités du PCF, les interrogations sur ses choix, ses crispations sur les législatives, mais le meilleur moyen de surmonter les difficultés c'est d'abord de développer nous-même une stratégie cohérente et une dynamique entraînante.

Alors que nous aurions dû nous positionner comme « l'aile marchante de la gauche », la composante la plus conséquente pour battre la droite, la plus ambitieuse pour proposer à toute la gauche un programme de changement profond et l'interpeller pour construire une nouvelle majorité sur une telle base, notre parti s'est enfermé dans une posture qui, si elle n'est pas profondément modifiée, révélera de plus en plus l'impasse où elle conduit. Face à la volonté d'alternance qui se manifeste dans le pays, elle nous fait courir le risque d'un score de témoignage à la présidentielle et d'une nouvelle occasion manquée pour la refondation de la gauche.

Nous proposons donc une réorientation profonde des analyses et de l'orientation du Parti de Gauche afin de construire sérieusement l'utilité du vote FdG à la présidentielle. Nous en savons la difficulté dans le contexte politique de notre pays, c'est pourquoi il faut en discuter sérieusement. L'occasion peut en être fournie par la désignation de notre candidat comme candidat du FdG et l'adoption du programme partagé. Il sera certes difficile d'effacer totalement les effets d'une orientation erronée sur la perception de notre candidat, mais il serait encore pire de persister dans l'erreur. Il reste encore du temps pour recadrer les choses.

Nous invitons donc le CN à procéder à une telle réorientation :

Face à la crise et aux politiques libérales que subissent les citoyens, nous devons proposer les objectifs, les voies et les moyens d'un changement profond, d'une alternative au libéralisme. Pour cela, il faut un programme et une majorité pour le porter. Notre action doit viser à en réunir les conditions. Nous avons les éléments d'un programme, mais pas la construction majoritaire pour le porter. Le Front de gauche doit agir pour faire bouger les lignes au sein de la gauche, condition indispensable pour pouvoir mettre en œuvre une politique de changement. Pour cela, il faut ouvrir sans tarder le débat avec toute la gauche, les composantes du mouvement social, et les citoyen-ne-s, sur les propositions programmatiques à même de répondre aux défis posés. L'objectif doit être de chercher à rassembler le maximum de forces autour des axes essentiels d'un programme de transformation sociale, écologique et démocratique répondant aux attentes populaires. Cette force ainsi rassemblée doit permettre de faire levier pour créer les conditions d'une majorité résolue à gouverner à gauche. Une telle démarche suppose pour être pleinement efficace de favoriser l'implication citoyenne dans les entreprises, les administrations, les localités, les quartiers, et de créer une véritable dynamique populaire.

Cette démarche ne préjuge pas de savoir si, au final, les conditions seront réunies pour une participation gouvernementale (ce dont, personnellement, nous doutons, eu égard aux rapports de forces actuels). Mais, ce dont nous sommes convaincus c'est que si nous n'adoptons pas une démarche travaillant à réunir les conditions d'une majorité de gauche sur un programme transformateur, nous serons marginalisés.

Voilà résumée notre réflexion.

Nous en développons ci-après plus précisément les arguments autour de quelques questions.

Nous sommes évidemment disponibles pour en débattre avec qui le souhaitera.

Notre interpellation sera-t-elle entendue par notre parti ? Au vu de l'expérience du dernier congrès, nous pourrions être pessimistes, mais sait-on jamais ! Au moins n'aurons-nous pas le regret de ne pas avoir tiré le signal d'alarme pendant qu'il en était encore temps....

Amicalement.

CD/JR

I - UNE ORIENTATION CONDUISANT A L'IMPASSE.

A/ Une analyse erronée de la situation ne peut pas fonder une orientation cohérente

L'orientation « protestataire-révolutionnariste » actuelle de notre parti découle, selon nous, d'une analyse erronée de la situation politique française qui, si l'on en croit les éditoriaux successifs de « A Gauche », serait quasiment prérévolutionnaire : « le pouvoir au bord du vide », « la révolution citoyenne a commencé », « ils ne tiennent plus que par un fil », « la foudre a frappé », « la fête est finie », « la droite a commencé sa descente aux enfers », « Le Pen K.O. » ... En somme, la Révolution serait déjà là, toute prête, comme un fruit bientôt mûr. Il ne nous resterait plus qu'à savoir l'accueillir... ou la cueillir !

Disons le clairement : nous ne partageons pas ces appréciations.

D'abord, parce qu'il faut cesser de procéder par **transposition mimétique des situations révolutionnaires du Venezuela et de l'Equateur** auxquelles il est sans cesse fait référence. Feindre d'ignorer les profondes différences sociales, politiques, idéologiques, culturelles, etc., qui nous en séparent, taire ou masquer les évidentes zones d'ombre démocratiques qui pourraient nous en éloigner, n'aide en rien, bien au contraire, à comprendre la situation qui est la nôtre et encore moins à convaincre que nous pourrions la transformer.

Pour aller au plus court et au plus évident : la question indienne et des descendants d'esclaves qui s'y confond largement avec la question sociale, est spécifique de l'histoire coloniale de l'Amérique latine, la question agraire des latifundia, omniprésente, ne fait pas partie de la nôtre, et, que l'on sache, nous ne disposons pas de la marge de manœuvre qu'y représentent les ressources en hydrocarbures... Chavez et Corrêa sont des figures dont nous pouvons certes apprendre, pas des icônes que nous devrions servilement imiter. L'imagier du romantisme révolutionnaire et le « qu'ils s'en aillent tous ! » peuvent exalter les impatientes, ils ne permettent pas d'ouvrir une réelle perspective d'alternative et d'avenir à nos concitoyens.

De même, s'agissant des révolutions arabes, si l'on ne peut que s'enthousiasmer devant le courage et la détermination des peuples qui se soulèvent contre leurs oppresseurs, il y a là aussi quelques « particularités » qui diffèrent de la situation des pays d'Europe. Si l'on peut percevoir une nouvelle situation potentiellement ouverte, il est prématuré de parler déjà de « bifurcation dans le monde arabe » comme le fait la résolution du CN d'avril. Entre le souhait et la réalité il y a encore du chemin à parcourir. D'abord, parce qu'il ne faut pas sous-estimer les répressions (Syrie, Libye, Yémen, Bahreïn) et de possibles défaites ; ensuite, parce qu'il ne faut pas effacer par avance les difficultés immenses à affronter pour les révolutions qui ont obtenu un premier succès.

A nos yeux, ces révolutions — comme d'ailleurs récemment celle avortée en Iran — ont beaucoup à voir avec ce que les peuples d'Europe ont pu connaître dans le courant du XIX^e siècle : des révolutions démocratiques portées par le prolétariat urbain et la bourgeoisie libérale... une époque antérieure aux révolutions sociales du XX^e siècle. A leur image, plutôt qu'être grosses de profondes transformations sociales, les révoltes arabes pourraient bien accoucher de transformations qui en resteraient à la surface institutionnelle des choses, démocratisant des régimes (ce qui serait une inestimable avancée), mais laissant pendante la question sociale face à la mondialisation. Ainsi, les départs de Ben Ali et de Moubarak, sont-ils sans doute des promesses de plus de démocratie, mais suffiront-ils à transformer la

condition des peuples tunisien et égyptien ? On en est encore loin. Sans oublier que l'influence des soutiens internationaux à ces révolutions est le fait d'Etats et d'institutions qui appartiennent au champ de l'impérialisme... Sans oublier aussi la plaie ouverte de la question palestinienne...

A supposer qu'on y parvienne, chasser un homme, renverser, même, une oligarchie, bouleverser le champ politique, ne suffisent pas à transformer les rapports capitalistes. C'est la part initiale du mouvement et elle est nécessaire, mais, d'une certaine façon, c'est aussi la plus immédiate et la plus « simple » ; c'est alors, alors seulement, que tout vraiment commence. Ici comme là bas, et d'ailleurs comme toujours, la « révolution citoyenne » est un point de départ et un levier, non une fin en soi et certainement pas une assurance pour la suite.

En France, la situation politique est plus proche de celle des autres pays européens que des révolutions démocratiques d'Amérique latine ou des pays arabes : des mobilisations sociales vigoureuses — mais défensives — cohabitent avec une gauche atone et une extrême droite offensive, sur fond de désengagement électoral de larges fractions populaires.

Le mouvement des « indignados » espagnols, au-delà de certaines particularités (une austérité brutale, un chômage qui est plus du double de la France et qui bouche l'horizon de la jeunesse par exemple), s'inscrit dans les diverses mobilisations qui secouent successivement différents pays d'Europe suite à la crise et à ses conséquences sur les populations. Il confirme ce que nous venons de vivre en France avec le mouvement des retraites, ce qui s'est passé en Grèce ou au Portugal face aux plans d'austérité brutaux, ce qui s'était passé en Grande Bretagne et ailleurs. Et d'autres mouvements similaires peuvent surgir dans toute l'Europe. Ces mouvements disent le refus de mesures injustes et brutales. Ils expriment une prise de conscience des méfaits du néo-libéralisme. Ils manifestent le rejet « des banquiers et des politiciens ». Ils indiquent une aspiration à la justice et à la démocratie, c'est-à-dire à un autre partage des richesses et à la maîtrise par les citoyens de leur avenir. C'est un point d'appui décisif pour combattre le néo-libéralisme et ouvrir des perspectives et il faut être au cœur de ces mouvements et encourager leur développement.

Mais ces mouvements butent sur la question de la perspective politique alternative que, dans la plupart de ces pays, ils ne sont pas en capacité de résoudre à court terme vu la faiblesse de la gauche de transformation et la difficulté pour que, dans ces conditions, l'irruption sociale se transforme en construction politique. Parce qu'il y a un véritable saut qualitatif pour se hisser à la hauteur d'un « projet » et d'une « force » pour le porter. Parce qu'il s'agit de rien moins que de construire une perspective et une organisation à même de se substituer à l'effondrement des partis communistes et à la débâcle des social-démocraties comme outils de transformation/dépassement du capitalisme. Il suffit pour se convaincre de cette difficulté d'observer les résultats des élections en Grèce, au Portugal et en Espagne, suite à la tourmente financière et aux politiques d'austérité brutales qui frappent ces pays. **Il faut pour dépasser ces difficultés un travail politique spécifique, et cela prendra du temps pour faire émerger le mouvement social dans le politique et le structurer. C'est de cela que le Parti de Gauche devrait discuter concrètement en termes de stratégie.**

« Pour que l'histoire tombe du bon côté », il ne suffit pas, contrairement à ce qu'affirme dans une l'un des éditos de « A gauche », d'avoir « une conscience claire et des mots d'ordre en acier » ; **pour fonder sérieusement une stratégie sérieuse, il faut, d'abord, regarder les réalités en face. Il y a un ébranlement mondial du capitalisme, mais il n'y a aucun déterminisme à sa « chute finale ».**

B/ La réalité de la situation française : des mobilisations sociales vigoureuses, mais qui échouent ; un rejet du libéralisme croissant, mais une conscience obscurcie des alternatives ; une progression de l'abstention et du FN inquiétantes.

Une grande mobilisation sociale a bien eu lieu à l'automne contre la réforme des retraites — d'ailleurs plus importante par le nombre mobilisé et la durée que bien d'autres mouvements actuels en Europe —

mais elle a été battue. La réforme est passée et la consolation d'avoir mis le discours du pouvoir en difficulté n'en est une que pour les franges les plus militantes et politisées. Il en avait auparavant été de même en 2009 sur l'emploi et le pouvoir d'achat... C'est cette réalité française là qu'il faut savoir regarder en face : des mobilisations fortes, très fortes, mais sans résultats ! Cela ne peut être — et cela d'ailleurs n'est pas — sans conséquences : le front unitaire syndical n'est plus, il a éclaté sur les nouveaux dossiers en débat (UNEDIC) comme sur les suites à donner à l'action sur les retraites. Comme lors d'échecs précédents, celui-ci mettra du temps à être digéré. C'est par exemple, le cas de la mobilisation en retrait des enseignants, qui n'ont pas encore digéré 2003 (retraites fonctionnaires), comme des cheminots, qui n'ont, eux, pas digéré 2007 (régimes spéciaux) et 2009 (réforme du fret). Voir encore les résultats des élections professionnelles qui se sont tenues après le mouvement dans de grandes entreprises : la CGT est en recul, le plus souvent au profit d'UNSA/CFDT, bien plus que de Solidaires. Et s'il n'y a pas de déterminisme direct de cette situation sur l'expression électorale politique, il n'y a pas non plus toute absence de lien.

Nous avons mis en garde dans notre contribution au congrès contre l'illusion qu'un mouvement social, même d'ampleur, pouvait suffire à effacer les effets de plus de deux décennies d'offensives libérales, de défaites subies, de fragmentation sociale et de recul de la conscience de classe. Il faut bien mesurer que nous ne sommes plus dans la situation des « Trente Glorieuses » et des rapports de forces issus de la Résistance et de la Libération. Nous sommes dans le contexte de la mondialisation et de la mise en concurrence des systèmes sociaux, d'une dégradation des rapports de forces matérialisée par la modification de la répartition des richesses au détriment du Travail, d'une dégradation des systèmes de solidarité, d'une fragmentation du salariat sous l'effet du chômage de masse, de la précarité, mais aussi de la mise en concurrence des salariés entre eux par les nouvelles organisation productives et le discours libéral, avec comme conséquence un recul de la conscience de classe.

Le mouvement social a confirmé une capacité de mobilisation forte qui montre que le pays n'est pas résigné à l'acceptation de réformes inégalitaires et injustes (c'est exceptionnel eu égard aux reculs et défaites subies depuis plus de deux décennies, c'est un point d'appui inestimable pour la suite). Pour une fraction croissante (mais plus réduite que la masse de ceux qui ont rejeté la réforme des retraites), **cela s'accompagne d'un rejet plus global du « sarkozysme », des politiques libérales, du « modèle » libéral** (cette prise de conscience a bien évidemment été amplifiée par l'éclatement de la crise qui discrédite profondément ce qui nous avait été présenté comme « la seule politique possible »). **Mais quand il s'agit de la conscience politique de l'alternative, là, les choses sont beaucoup plus confuses comme viennent de le montrer les élections cantonales ou, à leur manière, les sondages.**

Dans la situation, il y a donc des potentialités et des limites ; exploiter au mieux les premières suppose de ne pas ignorer les secondes. Cette réalité dessine les tâches politiques qui devraient être les nôtres pour surmonter ces difficultés.

C – Le résultat des cantonales confirme qu'entre « combativité sociale », « discrédit du libéralisme » et « conscience de l'alternative » il n'y a pas de linéarité mais des fossés à combler. Les ignorer revient à passer à côté de ce que devraient être nos tâches politiques.

Certains diront que nous avons le goût du paradoxe que d'oser cette interpellation au lendemain d'élections cantonales qui ont vu **un beau résultat du Front de Gauche**. C'est que nous avons assez d'expérience pour **ne pas confondre la nature des élections et croire qu'une hirondelle cantonale fait un printemps présidentiel**. Nous ne sous-estimons pas le résultat des cantonales, il exprime une dynamique réelle : 10.4% sur les 1616 cantons où le FdG était présent, 10.5% sur les 1461 cantons où le PC était présent en 2004 et où il avait fait 9.2%. Il valide la stratégie du Front de Gauche, en démontre à tous la nécessité et permet de remobiliser des militants, des sympathisants, des électeurs,

qui ne se seraient pas investis sans cette démarche unitaire. La construction Front de Gauche est un plus politique évident et le résultat doit permettre son élargissement et son enracinement. Symboliquement, politiquement, psychologiquement, le fait d'être en deuxième position à gauche est de grande importance pour la suite.

Pour autant, cela ne doit pas occulter les très grandes difficultés politiques que révèle ou plutôt confirme cette élection : abstention massive, signe de la profondeur du discrédit du politique, rejet profond du parti du président et tensions politiques à droite, vérification de la menace du FN et, contrairement à la présidentielle de 2002, absence de sursaut significatif face à lui au second tour, porosité inquiétante de son électorat avec une partie de celui de droite, faible « victoire » du PS, plus par défaut que par adhésion convaincue, renforcement mesuré au sein de la gauche du FdG et d'EELV....

Le fait premier inquiétant est bien l'abstention massive. D'autant plus qu'elle intervient au lendemain d'un grand mouvement social, qui a bénéficié d'un soutien très majoritaire dans la population, dont tout le monde a dit qu'il allait au-delà des revendications immédiates. Comment ne pas s'inquiéter que de nombreux salariés et citoyens n'aient pas voulu prolonger leur combat social et leur rejet du libéralisme en s'emparant massivement d'un bulletin de vote. C'est bien le signe que nombre d'entre eux ne croient pas (plus) à la capacité du politique et de la gauche à changer leurs conditions de vie. Ce phénomène vient de loin. Depuis le « tournant de la rigueur » de 1983, de « désinflation compétitive » en acceptation du Traité constitutionnel européen, le fossé s'est creusé. Pour de larges fractions populaires, la gauche n'est plus synonyme de progrès social, ni même de défense réelle de leurs intérêts. Et il n'y a pas que le PS qui soit victime à gauche de cette perte de crédit et de confiance découlant des déceptions des politiques menées par la gauche au gouvernement. C'est le résultat d'une histoire, qui n'est d'ailleurs pas propre à la France. Les commémorations obséquieuses n'y changeront rien.

La deuxième source d'inquiétude, c'est la place prise par le Front National sur le champ politique au point de s'inscrire dans le trio de tête. Ce ne sont pas seulement les cantonales et les sondages qui le disent. Les dirigeants syndicaux aussi s'inquiètent de la progression des idées du FN dans les milieux ouvriers et employés par exemple. Marine Le Pen a pris à bras le corps la question sociale en lien avec la question de la mondialisation libérale et elle en recueille des fruits. Son discours mêlant propositions sociales et préférence nationale cherche à construire une cohérence globale, le repli national étant censé protéger le progrès social. Les contradictions de ce type de réponse ne seront pas mises à nu par la seule dénonciation tant qu'une autre perspective crédible ne sera pas sérieusement défendue. Le Parti socialiste a déjà pris la pente du renoncement. Son programme est bâti pour être compatible avec le « cercle de la raison » libéral ; il ne se pose donc même pas la question de « desserrer les contraintes » et de réorienter la construction européenne. Mais le Front de Gauche, de son côté n'a pas encore réussi à construire un discours populaire cohérent en la matière et ce n'est pas uniquement à cause du retard de publication du « programme partagé ».

C/ Le retrait des classes populaires du politique, rend encore plus exigeante la nécessité de la crédibilité des propositions et de leur faisabilité.

Ce qui devrait le plus préoccuper la gauche, c'est que les cantonales confirment ainsi la relation pour le moins ténue qu'entretiennent désormais les couches populaires avec l'expression politique et, partant, avec la gauche elle-même. Ce n'est pas un motif de satisfaction que ces cantonales doivent d'abord nous donner. Au-delà du score du FdG, avec l'abstention massive, en particulier des couches populaires et le score du Front national, elles ont, au contraire, envoyé un nouveau signal d'alarme.

Entre non inscription des jeunes sur les listes électorales, abstention massive (67.3% en Seine St Denis) et vote FN, qu'y représente au final le vote pour des partis supposés de gouvernement, et, a fortiori, pour la gauche et le FdG ? La révolution citoyenne sans le peuple ? Pourquoi se voiler la face ? Le constat est cruel, mais il a déjà été fait au lendemain de 2002, et il persiste aujourd'hui encore. Comment s'étonner qu'il puisse désespérer ?

Certains, Terra Nova en l'espèce, ont cru pouvoir en tirer la conclusion — cynique mais arithmétiquement logique — que les couches populaires n'étaient plus le cœur de l'électorat socialiste. Ils prenaient acte d'une réalité — et signifiaient ainsi sans le dire l'abandon de fait des ambitions de transformation sociale profonde. Ils ont ainsi déclenché l'opprobre. Il n'ont pourtant ainsi rien fait d'autre que théoriser la pratique d'une certaine gauche et proposé d'importer un modèle déjà depuis longtemps en vigueur dans la « grande démocratie » que sont les Etats-Unis et que le PS a d'ores et déjà commencé à instiller avec ses primaires... C'est un risque sérieux dont il faut s'inquiéter.

Pour autant, peut-on considérer comme satisfaisante la conclusion, à vrai dire symétrique, adoptée par le CN du PG, selon laquelle « il existe donc des énergies immenses que le Front de Gauche doit mobiliser politiquement » ?

Au lendemain d'un mouvement social d'envergure qui a généré une prise de conscience allant au-delà du rejet d'une réforme injuste, on pouvait espérer que le rejet massif de la réforme des retraites suscite la volonté de prolonger la lutte par le bulletin de vote. Tel n'a pas été le cas. Comment ne pas y voir et pourquoi ne pas vouloir reconnaître que, pour les couches populaires, la mobilisation sociale se conjugue aujourd'hui à l'immobilisation politique : elles savent et osent exprimer leurs revendications, mais elles désespèrent qu'une réponse politique leur soit apportée. Pire, elles ne croient plus que la politique leur apporte des solutions ; cette immobilité est un retrait. C'est à ce problème qu'il faut s'attaquer.

Les couches populaires ne sont pas des terres de mission ; le problème est de notre côté, celui du politique. Il est celui de nos propositions et, plus encore, de la crédibilité du projet qu'elles proposent. Comme le dit à juste titre un éditorial récent « la gauche est exsangue d'impuissance »

Ainsi, ce ne sont pas des formules générales qu'attendent celles et ceux qui aspirent au changement. Ce sont des propositions ambitieuses concrètes étroitement articulées aux moyens de leur réalisation. Les citoyen-ne-s savent que la « contrainte extérieure » existe. Ils en ont fait la brutale expérience dans le travail, à coup de délocalisations, de pressions à la baisse de l'emploi et des conditions sociales « au nom de la compétitivité face à la concurrence internationale ». **D'où la nécessité d'articuler la question sociale avec des mesures pour desserrer les contraintes de la mondialisation. La question vaut d'ailleurs tout autant pour la crédibilité des reconversions écologiques, et des autres points de notre programme.** Une proposition est crédible si elle s'accompagne de réponses pour en garantir la réalisation. Sans cette articulation concrète du « que faire » avec le « comment faire », aucun discours ne porte.

D / Le défi de la présidentielle : un problème de positionnement et d'orientation.

Il ne faut pas confondre ce qui s'est passé aux cantonales avec le défi que représente la présidentielle. Le seuil de crédibilité à franchir n'est pas du même ordre. Et, pour l'instant, il est loin d'avoir été franchi. Force est de constater que, malgré une omniprésence médiatique, la candidature de JLM ne décolle pas. Ce n'est pas un problème de capacités (grandes) du candidat mais bien de positionnement et d'orientation politique de cette candidature. Il faut s'interroger sur le « profil » de campagne adopté depuis le congrès, ses objectifs, et ses résultats. Notre jugement est que notre expression fondée sur une analyse euphorique erronée de la situation nous place de ce fait à côté des attentes réelles du plus grand nombre.

On peut bien sûr casser le baromètre des sondages, dénoncer des manipulations ou se boucher les yeux. « Sondageurs, menteurs », cette dénégation martelée à l'envi par des dirigeants du PG n'est pas sérieuse quand toutes les enquêtes d'opinions sont convergentes et indiquent la même absence de dynamique, y compris après le retrait de Besancenot.

C'est d'ailleurs ce que nous devons bien constater aussi dans certains milieux syndicaux et associatifs que nous connaissons, où règne un « malaise » vis-à-vis d'un positionnement et d'une stratégie auxquels nombre de militants ne peuvent s'identifier. Ce malaise existe aussi, nous le savons bien, chez les partenaires du Front de Gauche. Au point que la direction du PCF, pourtant ralliée/résignée à la candidature JLM depuis plusieurs mois, se demande maintenant comment elle va pouvoir gérer la « crispation croissante » de nombreux militant-e-s communistes et éviter une crise interne trop grave qui les paralyserait. Bien sûr, on peut ne pas se préoccuper du sentiment de ces militant-e-s syndicaux, associatifs ou politiques et prétendre s'adresser directement au peuple par médias interposés. Sauf que si ceux-là ne se sentent pas en phase pour faire campagne, il y aura un sérieux déficit de mobilisation.

D'autant qu'à ce jour, la pression pour le « vote utile », pour assurer la présence de la gauche au second tour n'est pas encore trop sensible. **Pourtant, nous entendons déjà — et nous ne devons pas être les seuls — des électeurs et électrices, qui ont voté « front de gauche » aux trois dernières élections, nous dire que, pour la présidentielle, ils/elles ne prendront pas de risque et voteront pour le candidat PS au premier tour pour assurer la présence de la gauche au second tour. C'est bien le signe que l'utilité de la candidature FdG n'a pas été solidement installée dans les esprits et qu'il faut travailler à résoudre ce problème.** Qu'en sera-t-il dans la dernière ligne droite si la situation actuelle, où trois candidats se dégagent et se tiennent dans un mouchoir de poche, devait perdurer ? Croit-on sérieusement que la perspective d'un second tour incertain et d'un FN toujours menaçant, permettra à notre candidat de continuer à renvoyer à ses interlocuteurs socialistes : « et vous, voterez vous pour moi au second tour ? ». On ne crédibilise pas notre candidature en continuant à affirmer contre toute logique qu'on croit pouvoir être demain dans une situation qui peine aujourd'hui à trouver quelque début de réalité aux yeux de tous. Ce positionnement aurait pu être celui d'un G. Marchais s'adossant à un PCF à 20%, il ne peut être en 2012 celui du candidat du FdG.

Nous croyons fermement que la candidature JLM est la seule pour représenter le Front de Gauche à la présidentielle, c'est pourquoi nous voulons éviter qu'elle ne se termine dans un échec électoral. Il serait l'échec de tous, et plus encore celui de la énième tentative de refondation à gauche. Dans la situation de crise, financière, économique, sociale et écologique, dans laquelle nous sommes plongés, ce serait dramatique. Cet échec aurait un prix que nous ne pouvons envisager. C'est pourquoi nous plaçons pour une réorientation de notre campagne.

II. LES PROBLEMES A RESOUDRE **POUR UNE REORIENTATION DE NOTRE PARTI.**

La crédibilité de l'utilité de la candidature du Front de Gauche à la présidentielle n'est pas à ce jour consolidée. Nous ne voulons pas seulement exprimer la « protestation » ; Besancenot le faisait très bien et, sur ce registre, nous ne ferons pas mieux, y compris électoralement. L'utilité du vote Front de Gauche c'est autre chose : proposer une perspective de changement pour le pays et créer les conditions de sa mise en œuvre. Pour cela, il faut un programme ambitieux et une majorité déterminée. Le programme, nous pouvons le proposer, mais l'état de la gauche ne permet pas une majorité pour rompre avec le libéralisme. C'est cet état de fait qu'il faut chercher à bousculer. Le vote Front de Gauche, en modifiant les rapports de forces à gauche, est

le seul moyen de garantir une politique de gauche. Voilà ce que nous voulons réaliser et que nous devons faire comprendre à l'électorat.

Ce n'est pas une tâche facile dans un contexte de crise majeure du système, qui appelle des mesures de rupture qui doivent être crédibles aux yeux du plus grand nombre. Ce n'est pas non plus facile dans un contexte où la volonté de battre Sarkozy est forte et où le syndrome du 21 avril 2002 est ravivé par la menace de M. Le Pen. **Il s'agit de suivre une ligne de crête.** D'un côté nous devons être partie prenante de la volonté unitaire pour battre Sarkozy – Le Pen. De l'autre, nous devons proposer un programme de rupture concrète pour changer vraiment. **Marcher séparément (les différences de programme), frapper ensemble (battre la droite et l'extrême droite).** Si l'on n'articule pas en permanence ces deux dimensions, on tombe soit dans le sectarisme, soit dans l'opportunisme.

C'est la question du rapport au PS et à toute la gauche qui cristallise les problèmes. Le discours actuel de la direction du PG flirte souvent avec celui du NPA (rien avec le PS) à coup de dénonciation globale de ce parti ou de certaines personnalités (avec d'ailleurs pour certaines des alternances de lauriers et de dénonciation qui obscurcissent les choses). Mais, du coup, la dénonciation du PS y est parfois plus forte que celle de Sarkozy, au risque de donner l'impression de régler des comptes avec le passé, de diviser la gauche face à la droite et l'extrême-droite, de sous-estimer l'enjeu de la défaite de la droite ; fermant d'ailleurs ainsi la porte à tout espoir de changement dans le pays, au risque d'être assimilé à une posture étroitement protestataire ... avec au bout le score qui va avec.

Parallèlement, il y a sous-estimation de l'importance de la bataille programmatique concrète pour à la fois crédibiliser les changements proposés et illustrer les différences avec la gauche d'accompagnement. Nous le redisons, c'est par la confrontation programmatique concrète que nous devons illustrer les deux voies à gauche et non par des dénonciations globalisantes qui seront perçues comme un sectarisme a priori et ne créent aucune dynamique pour changer la donne.

A/ Battre la droite et l'extrême droite : on ne peut s'abstraire de la nécessité d'une stratégie majoritaire pour 2012 au risque d'être marginalisé.

Rarement un président sortant n'aura atteint un tel discrédit. Pourtant Nicolas Sarkozy n'a pas encore perdu l'élection présidentielle. Dans un contexte social ravagé par la crise et un climat politique délétère, où la conscience de classe est diluée et le clivage droite/gauche brouillé, tout est possible. **Il est urgent de remettre de l'ordre dans nos priorités, et d'affirmer clairement que notre objectif est de battre Sarkozy et d'éloigner la menace que représente l'extrême droite. Il ne doit y avoir aucune ambiguïté de notre expression à ce sujet.**

Il ne s'agit donc pas seulement de dénoncer la politique de Sarkozy et la menace que représente M. Le Pen, même si cela doit, bien sûr, prendre une place éminente dans notre expression publique. Mais cela n'aurait aucun sens que de continuer à nous en tenir là et à ne lui donner aucun contenu politique réel. **Il est grand temps que nous proposons une stratégie qui le permette. Nous devons nous situer au cœur du mouvement populaire qui veut battre Sarkozy et sa politique, en l'éclairant sur les conditions à réunir pour que la défaite de la droite ouvre la voie à une politique alternative.**

Or, c'est là que le bât blesse.

La démarche stratégique de construction du FdG vise à bâtir un rapport de forces permettant à la gauche de transformation de faire entendre et prévaloir sa voix, d'imposer à terme son hégémonie à gauche et de retrouver ainsi un nouvel élan pour l'émancipation humaine. Cette démarche est juste et nous la partageons, totalement. Pour autant, elle sera, nous le savons, de longue durée. Même s'il y a parfois des accélérations de l'Histoire, on ne reconstruit pas — après la débâcle du communisme et de

la social-démocratie — en quelques mois, ni même en quelques années, une alternative équivalente, dans l'espoir populaire suscité, à ce que fut le socialisme.

Dans l'immédiat, cette perspective historique ne nous libère pas par magie de la réalité du rapport de forces interne à la gauche aujourd'hui et aux problèmes qu'elle pose. Or, en prétendant, par exemple, pouvoir être en tête de la gauche dès 2012, nous nous sommes affranchis de cette réalité là. Tout le monde sait que ce ne sera pas le cas en 2012. Dès lors, **en en restant à cette posture nous sommes en train de construire l'inutilité du vote JLM** (si sa seule utilité, c'est à condition d'être en tête, comme ce n'est pas possible, cela devient un vote inutile pour le changement). C'est d'autant plus le cas qu'en refusant par ailleurs toute confrontation programmatique avec le PS, nous donnons à penser qu'il n'y a aucune perspective de changement possible. **En ne proposant aucune construction politique à vocation majoritaire pour 2012 on ne répond pas à l'aspiration à battre la droite. Or une immense majorité de citoyens veut battre Sarkozy et aspire au changement. Si nous nous mettons en dehors de ce mouvement nous serons marginalisés ; alors, la volonté d'alternance l'emportera sur le besoin d'alternative.**

Il faut changer de cap. Le Parti de Gauche doit résolument se situer dans la perspective de la construction d'une nouvelle majorité à gauche pour battre la droite et mettre en œuvre une politique ambitieuse de changement. Son action doit viser à en créer les conditions. Nous devons apparaître comme ceux qui veulent « gouverner à gauche » et pour cela proposent des bases programmatiques transformatrices ambitieuses ET de construire autour un rassemblement majoritaire pour leur mise en œuvre.

Une perspective politique majoritaire, car il s'agit de battre la droite sans quoi aucun changement n'est possible; une perspective de changement profond, car il s'agit de rompre avec les politiques libérales. Ces deux perspectives n'en font qu'une. Une perspective majoritaire sans contenu programmatique de changement profond risquerait de ne pas mobiliser les classes populaires ou, en cas malgré tout de victoire fondée sur le seul antisarkozysme, de décevoir profondément. Un programme de changement ne s'accompagnant pas d'une perspective majoritaire pour sa mise en œuvre perdrait ipso facto sa crédibilité.

Si nous avons déjà fait cela, comme nous le proposons lors du congrès, alors c'est nous qui aurions été à l'offensive sur ce terrain de la construction majoritaire et de sa base programmatique. Au lieu de cela, qu'allons-nous faire maintenant que M. Aubry propose des discussions programmatiques pour un contrat de gouvernement ? Refuser la discussion ?

B/ Des propositions programmatiques radicales et crédibles et les conditions de leur mise en œuvre.

Ce qu'attendent nos concitoyen-ne-s ce sont **des propositions concrètes de changement réel de leur vie quotidienne et la démonstration tout aussi concrète de leur faisabilité.** Ils n'attendent pas de nous des formules générales et un volontarisme abstrait. C'est ce qui ressort de toutes les enquêtes qualitatives effectuées pendant le mouvement sur ce que « voulaient dire » les manifestants. Ils ne rejettent pas toute idée de « réforme » mais les réformes « injustes ». Et si la nécessité d'une autre politique est souhaitée, il y a un doute profond sur la possibilité de sa réalisation. Parce que la « pédagogie » a été brutale à coup de délocalisations, de dumping social, etc, il y a dans l'opinion une conscience aigüe des « contraintes » de la mondialisation libérale. D'où l'importance de dire : « comment on fait » pour réaliser des réformes progressistes et pour desserrer les contraintes des marchés, de la concurrence, de l'Europe libérale, etc.

Avec plus de 8 millions de victimes du chômage ou de la précarité et un quart des salariés gagnant moins de 9000 euros annuels, la question sociale est au cœur des préoccupations ; elle doit être au cœur de notre démarche et de notre projet politique, avec au premier chef la lutte contre le chômage, l'insécurité sociale et le déclassement ; mais elle ne peut être posée qu'articulée à celle de la mondialisation.

Pour les salarié-e-s, une autre politique est assurément souhaitable, mais une autre question est tout aussi omniprésente pour eux : comment faire pour desserrer la “contrainte extérieure” qui pèserait sur une politique progressiste. Sans articuler le « comment faire » avec le « quoi faire », nul ne peut être politiquement audible.

Nous ne reviendrons pas ici sur la demi-douzaine d'axes programmatiques nécessaires (voir Lignes d'Horizon), même si sur certains le débat n'est visiblement pas achevé entre nous (par exemple nous sommes hostiles à un revenu universel pour tous les citoyens — donc y compris pour ceux qui ont un emploi — qui revient à ravalier la rémunération du travail à un complément d'une allocation universelle et donc à dévaloriser le travail ; nous préférons un revenu garanti pour les privés d'emplois, dans le cadre d'un nouveau statut du travail salarié et d'une sécurité sociale professionnelle ; et pour les retraités dans le cadre d'une répartition consolidée). Nous ne manquons pas de réponse pour l'emploi et pour une nouvelle sécurité contre le risque économique par exemple. Ce faisant, nous pourrions faire écho — un peu tardivement hélas — aux aspirations exprimées dans le mouvement social.

Mais ce n'est pas sur cet aspect là que nous voudrions insister. Au-delà des débats qui demeurent, la liste des mesures à prendre a été dressée par le PG (cf. Contributions pour le programme du FdG). Ce qui, par contre, reste à faire, c'est à lui donner un sens et un horizon. **Car si nul ne contestera le bien fondé de diverses propositions prises une à une, la crédibilité du projet pris dans son ensemble reste à établir.** Cela signifie travailler dans deux directions.

La première direction est évidente : il faut établir les urgences, organiser les priorités et fixer une marche temporelle à la législature à venir. Bref, il s'agit de donner une cohérence d'ensemble, politique, sociale et macroéconomique ; il s'agit d'écrire un programme. C'est un travail lourd, mais pas forcément le plus difficile.

La seconde direction est à nos yeux absolument majeure, essentielle même, car c'est là que se jouera vraiment notre crédibilité : comment faire pour desserrer l'étau de la mondialisation ? Nous l'avons déjà souligné : la gauche crève de son impuissance. Elle prétend « changer la vie », mais accepte sans broncher la mondialisation libérale tout en déplorant les effets ; aujourd'hui, Papaendréou, Socratès et Zapatéro en sont les fourriers. Pour reprendre un propos fameux, la gauche « refuse la société de marché, mais accepte l'économie de marché ». Nous voulons quant à nous rompre avec cela, avec cette impuissance. A nous donc de convaincre que nous le ferons, vraiment, que nous en avons, et que nous en prendrons, les moyens. Faute de cela, aux yeux de tous nous ne serons pas des transformateurs, mais des protestataires parmi d'autres. Au mieux sympathiques, au pire menteurs, comme les autres...

C'est évidemment la question de l'Europe qui est ainsi posée, celle du cadre qui pourrait et devrait organiser les digues et les écluses qui nous sont nécessaires. Or, les moyens d'une « sortie du Traité de Lisbonne » restent très excessivement flous et beaucoup l'entendent comme sortie de l'Union européenne. En ces temps de crise économique, de chômage de masse et de poussée de l'extrême droite, la réponse ne peut pas être du côté du repli nationaliste ; ce serait politiquement dangereux. **La position adoptée à notre premier congrès reste la plus cohérente : critique de la construction libérale synthétisée dans le Traité de Lisbonne / bataille pour une réorientation globale / ruptures partielles** (par exemple sur le refus d'appliquer les directives de libéralisation des services publics — rappel : Blair l'avait fait pour la Charte sociale — voir le chapitre correspondant de

la résolution du 1^o congrès du PG). Cette question est de plus centrale dans notre confrontation avec les autres composantes de la gauche.

La question du programme et du projet n'est pas une question mineure ou secondaire. C'est cela qui doit permettre de convaincre les électeurs et électrices que nous avons des solutions concrètes pour notre pays et que nous sommes utiles pour battre Sarkozy tout en changeant vraiment de politique. **C'est autour d'un socle de mesures concrètes de changement que nous devons viser à rassembler le plus largement.** D'où l'importance de mener le débat à gauche sur ces questions en direction des électeurs et en interpellant, à partir de nos propositions, PS et EELV sur leurs positions réelles. La confrontation programmatique au sein de la gauche, en particulier sur la question européenne, permettra d'éclairer le choix des électeurs et électrices en illustrant concrètement à leurs yeux les « deux voies offertes à gauche ».

C/ Une nouvelle articulation à construire entre mouvement social et perspectives politiques, entre demande sociale et réponses politiques.

On ne réussira pas à sortir de la situation défensive face au capital, que nous connaissons depuis trois décennies, pour passer à la contre-offensive, sans une articulation entre mouvement social et dynamique électorale. Une dynamique de « front populaire » si on veut une référence historique. **Or, les élections cantonales ont illustré le fossé existant entre mouvement social et perspectives politiques, entre demande sociale et réponses politiques. C'est à combler ce fossé qu'il faut travailler.**

L'articulation entre les mouvements sociaux et les aspirations à dynamique antilibérale — voire anticapitaliste — qu'ils portent, avec ce que peut être leur traduction dans le champ politique, se pose aujourd'hui de manière nouvelle. Pour être efficace et obtenir des conquêtes revendicatives durables, les mouvements sociaux se doivent d'aller sur le terrain du politique pour y combattre les orientations libérales et y faire prendre en compte des orientations alternatives. La forme du « passage de relais » du social au politique qui caractérisait la forme antérieure (social-démocrate ou léniniste dans la majorité des pays), et que le Programme commun de 1972 avait bien incarné, n'est plus guère opérante. Les organisations politiques susceptibles de « prendre le relais », soit le conduiraient dans l'impasse social-libérale, soit n'ont pas la force et la crédibilité pour le porter au pouvoir. C'est d'ailleurs ce que l'on a pu voir lors du conflit sur les retraites, la gauche d'accompagnement (syndicale et politique) portant au fond un projet similaire à celui de la droite et du MEDEF : celui d'un grand régime par point.

L'expérience des « années libérales » illustre le problème. Il y a eu des luttes, dans les entreprises, dans les professions et au niveau interprofessionnel, souvent défensives face aux attaques libérales. Malheureusement, la plupart du temps, dès lors qu'elles portaient sur de grandes questions, elles n'ont pas gagné, à l'image du dernier conflit sur les retraites. D'un autre côté, la gauche, dès lors qu'elle a renoncé à s'appuyer sur les mouvements sociaux et à porter leurs aspirations, a connu plusieurs défaites faute de dynamique populaire. Les luttes se sont heurtées aux logiques du capitalisme d'aujourd'hui et à l'offensive libérale de déconstruction du modèle social, donc à un projet politique global mis en œuvre par un pouvoir intransigeant qui trouve dans les institutions de la V^o République les moyens de gouverner malgré l'opposition populaire. Faute de trouver une alternative politique à ces projets libéraux, les luttes n'ont pu franchir le pas vers un affrontement plus large qui aurait pu ouvrir une crise politique. **La question de l'alternative politique se pose dans le prolongement même des luttes, en articulation avec elles, pour espérer pouvoir passer de la défensive à l'offensive.**

Or, depuis plusieurs années maintenant, le syndicalisme et, plus largement, les mouvements sociaux ont pris leur distance avec le politique. Le bilan tiré de l'époque de la subordination au politique et les déceptions laissées par les gouvernements de gauche, ont renforcé la méfiance et la

distance. Cette indépendance, positive dès lors qu'elle émancipe les revendications et les luttes des préoccupations étroitement électoralistes, s'est accompagnée d'une certaine « dépolitisation » du discours et d'un partage des rôles qui se traduit aujourd'hui par une « coupure ». Elle est particulièrement pénalisante dès lors qu'il faut tout à la fois combattre la contre-révolution libérale et lui opposer des perspectives alternatives. Comment cette indépendance légitime peut-elle ne pas se cantonner à une séparation, à une coupure, avec toute intervention pour peser sur les dynamiques politiques ?

La question est à prendre en considération car un état des lieux rapide à gauche nous montre un espace politique dominé par une idéologie du fatalisme. Le dernier programme du Parti socialiste est limité par son renoncement à affronter les contraintes de la mondialisation libérale ; il s'inscrit dans le « cercle de la raison » libéral. Ces limites peuvent-elles être repoussées par la seule force des organisations politiques de la gauche de transformation ? Si la dynamique des mouvements sociaux ne vient pas bousculer l'état actuel des choses, on peut en douter. La campagne du « Non au TCE » a montré les convergences possibles dans l'indépendance des uns et des autres. C'est sur le terrain des programmes que les organisations syndicales et associatives peuvent faire entendre leurs exigences et propositions.

Pour cela, il faut dépasser la coupure entre le « social » et le « politique ». Les partis doivent en finir avec leur conception d'une soi-disant supériorité du politique. Les associations et syndicats doivent se libérer de la subordination intériorisée du « social » au « politique ». Un dialogue dans l'égalité doit pouvoir s'établir autour des alternatives à proposer aux politiques libérales. Le Front de Gauche doit prendre des initiatives en ce sens.

Ces questions ne se posent pas dans un environnement paisible. Après le mouvement social de l'automne, aux élections cantonales, au-delà d'une abstention massive, une partie de l'exaspération a été captée par un Front National qui s'accapare la « question sociale ». Sous pression, le sarkozysme dérive dans la surenchère xénophobe et sécuritaire ; tandis qu'à gauche, le débat sur les candidats occulte celui sur les programmes. Or, si la gauche n'est pas en mesure d'apporter de vraies réponses aux attentes sociales et de dire comment desserrer les contraintes qui s'opposent à une politique progressiste, une part du mécontentement se reportera sur le vote d'extrême droite, comme on le voit partout en Europe. Et si rien ne vient modifier les rapports de force internes à la gauche, nous risquons — au mieux — une alternance sans alternative ; voire une nouvelle défaite faute de dynamique populaire... **Les mouvements sociaux ne peuvent s'abstraire de la question : comment bousculer la donne politique dans le sens d'une alternative ? La gauche de transformation a beaucoup d'idée et d'énergies à puiser dans le mouvement social. C'est aussi de cela qu'il faudrait débattre.**

Le 31 mai 2011.

CD/JR